

# **Circulation de l'Information et Pluralisme: Quels Défis Pour la Presse Africaine?**

**par Hugues Koné\***

## **Résumé**

En reconnaissant les défis face à l'avenir pour la presse africaine, cet article parle de la circulation de l'information et le pluralisme. D'après l'article, les principaux défis face à l'avenir de la presse africaine sont (i) la rupture de la spirale du silence; (ii) la généralisation de l'accès à l'information; (iii) la diversification de l'information; (iv) l'avenir du service public; (v) les acteurs de la circulation de l'information; (vi) le défi de la rumeur; (vii) les pesanteurs sociologiques; et (viii) la circulation de l'information au plan international.

Les conclusions de l'auteur sont que la presse africaine se trouve dans une position beaucoup plus favorable que dans le passé pour jouer un rôle dans la culture de la démocratie et au même temps pour nouer avec la presse internationale des relations de maturité.



---

\*Dr Hugues Koné est directeur du CERCOM, l'Université d'Abidjan, la Côte d'Ivoire.

# **Pluralism and Information Dissemination What Challenges Face the African Press ?**

## **Abstract**

With the realization that the African press faces challenges ahead, this article expounds on pluralism and information dissemination. It sees the main challenges confronting the press as (i) rupturing the "culture of silence", (ii) liberalization of information accessibility, (iii) diversification of information, (iv) the future of public service, (v) information disseminators, (vi) the spread of rumours (vii) sociological lethargy, and; (viii) information dissemination at the international level.

The article concludes that the African press is in a more favourable position than in the past to play a role in the culture of democracy and to establish a more mature relationship with the international press.



## Introduction

L'Histoire retiendra certainement que cette fin de siècle aura été marquée par l'expression, plus ou moins violente, d'une volonté de briser le monolithisme politique dans les parties du monde où celui-ci était de rigueur, en particulier en Europe de l'Est et en Afrique. L'information aura joué un grand rôle dans l'apparition et la couverture du phénomène. Cela est indiscutable: il suffit de constater la contagion des notions de "conférence nationale" et de "coordination" dans les pays d'Afrique francophones. Toutefois, l'institutionnalisation du pluralisme ne garantit pas l'exercice satisfaisant de celui-ci. L'exemple des pays ayant une longue pratique du pluralisme (Europe occidentale, Amérique du Nord notamment) nous instruit: le pluralisme se construit et se défend; il n'est jamais définitivement acquis.

Mon ambition en m'exprimant devant vous est modeste: je me propose tout simplement de partager avec vous quelques interrogations qui me sont venues à l'esprit à partir de la compréhension que j'ai eu du thème du Congrès: quels sont les nouveaux défis que doivent relever les professionnels de la communication afin de fortifier le pluralisme dans nos sociétés? Comment les mass-médias peuvent-ils y répondre?

Mais avant de les analyser avec vous, il ne me paraît pas superflu de rappeler les vérités suivantes:

1. Toute société humaine est par nature pluraliste; elle est en effet composée de divers groupes et individus marqués par des différences (culturelles, ethniques, sociales, etc.); l'acceptation de ce pluralisme suppose la reconnaissance de la liberté d'opinion, de la liberté d'expression et de la liberté d'association;
2. Aucune société ne peut pas fonctionner sans un consensus minimal, sans un minimum de choses en commun; c'est la raison d'être des mécanismes de réduction des conflits; la recherche du consensus maximal conduit à la limitation de la liberté d'opinion, d'expression et d'association. Les sociétés traditionnelles africaines sont considérées comme des modèles achevés de sociétés consensuelles;
3. Chaque société particulière évolue entre ces deux pôles; elle détermine, par des mécanismes qui lui sont propres, sa position sur le continuum à un moment donné de son histoire. En cette fin de siècle, le paradigme dominant est celui du pluralisme; et
4. L'information est à la fois le matériau de base et la mesure du pluralisme.

Les principaux défis sur lesquels j'ai fixé mon attention sont les suivants: (i) la rupture de la spirale du silence; (ii) la généralisation de l'accès à l'information; (iii) la diversification de l'information; (iv) l'avenir du service public; (v) les acteurs de la circulation de l'information; (vi) le défi de la rumeur; (vii) les pesanteurs sociologiques; et (viii) la circulation de l'information au plan international.

## **La Rupture de la Spirale du Silence**

D'une manière générale, les mass-médias manipulent la société et l'appauvrissent selon le processus suivant:

1. Les individus ont des opinions et ils recherchent dans la société des signes de soutien ou d'absence de soutien à leurs opinions. En effet, la conviction est répandue que plus une opinion est partagée par beaucoup de personnes, plus elle est vraie;
2. or, les moyens d'information de masse ont tendance à privilégier certaines opinions et à garder le silence sur d'autres; on dit d'ailleurs qu'ils déterminent l'ordre du jour pour la société en soulignant ce à quoi les gens doivent penser;
3. alors, se sentant sans soutien et croyant que les opinions exprimées par les médias sont majoritaires, les individus renoncent à faire connaître leurs opinions réelles et sont ainsi réduits au silence (Noelle-Neumann, 1974).

Le véritable pluralisme suppose la rupture de ce cycle ou tout au moins la limitation de ses effets. Pour cela, il faut mettre en place des possibilités d'expression des différentes opinions ou relativiser la représentativité des opinions diffusées dans les médias. A ce niveau, il faut se méfier des pseudo-sondages ne présentant aucune garantie scientifique et dont le seul mérite est leur faible coût. D'ailleurs, de tels sondages doivent être réglementés afin de protéger le public contre la désinformation.

Seul un débat réel peut permettre de déboucher sur un consensus authentique.

## **La Généralisation de l'Accès à l'Information**

Des recherches conduites dans différents types de sociétés ont montré que ce sont les catégories déjà favorisées qui tirent le plus profit du



développement de l'information, que ce soit la mise en place d'un nouveau média ou celle de nouveaux contenus. Elles en ont les moyens intellectuels et financiers; leurs intérêts sont souvent mieux pris en compte. La question se pose alors de savoir que faire pour que le bénéfice du pluralisme ne soit pas seulement limité à une minorité instruite résidant dans la capitale et disposant d'un pouvoir d'achat suffisant. Le risque est grand de voir la majorité de la population réduite au silence, marginalisée et manipulable à merci.

En effet, dans la plupart des pays concernés, le pluralisme s'est traduit par la floraison d'une presse écrite basée dans la capitale, publiée en français et coûteuse à la vente. Dans ces conditions, la radio et la télévision constituent le véritable enjeu en raison de leur accessibilité et de leur impact sur le grand public.

En effet, déjà en 1987, une de mes enquêtes menée en Côte d'Ivoire avait fait ressortir que l'Ivoirien souhaitait utiliser les médias pour s'exprimer et ne plus se contenter du rôle de simple consommateur. Toutefois, réaliste, il reconnaissait que cela n'était pas facile parce qu'on ne permettait pas de tout dire, parce qu'il fallait avoir des relations dans le milieu de l'information, parce qu'il fallait bien s'exprimer en français, à cause de l'éloignement géographique de ces médias . . . L'inaccessibilité paraissait plus importante aux yeux des membres de la couche inférieure puisque 70,5% des enquêtés appartenant à cette couche estimaient que la radio et la télévision étaient hors de leur portée contre seulement 36,4% des membres de la couche supérieure. Pour ces derniers, seule la liberté d'expression réduite constituait un obstacle.

La généralisation de l'accès à l'information constitue un véritable défi car: "Ce qui définit la démocratie, c'est le combat, toujours recommencé et jamais gagné, contre toutes les formes d'inégalité dans la libre expression des pensées de chacun et dans le libre accès aux pensées d'autrui, quelles qu'elles soient." (Balle, 1988).

Elle est inséparable de l'élévation du niveau culturel de la population à travers l'éducation et l'alphabétisation et de la diversification des médias. C'est ainsi que les médias ruraux doivent être développés et permettre aux populations vivant en milieu rural d'être informées des principaux débats nationaux et de se faire entendre.

## **La Diversification de l'Information**

La diversification des supports et des sources d'information constitue une chance de garantie du pluralisme. Il ne faut cependant pas perdre de vue que pluralité des sources ne signifie pas automatiquement pluralisme: elle peut se réduire à une variation sur un même thème.

L'on sait que l'URSS d'avant la perestroïka (1986) publiait 727 quotidiens diffusés à 96,4 millions d'exemplaires contre 62 millions aux Etats-Unis; elle n'était pourtant pas un champion de pluralisme, bien au contraire.

Avec la diversification, le public peut avoir le choix entre plusieurs types de moyens d'information:

1. La presse partisane: les organes appartiennent ou sont proches de partis politiques en compétition pour l'exercice du pouvoir; la sélection et le traitement des nouvelles sont guidés par les intérêts du parti d'appartenance ou de référence; ils ont l'avantage de proposer une autre grille de lecture des événements;
2. La presse indépendante: elle est le fait de professionnels ou de personnes voulant garder leur distance vis-à-vis des partis et ambitionnant d'offrir une information "objective", sans parti-pris a priori. Dans l'univers francophone, "Le Monde" constitue pour les défenseurs de ce type de presse un modèle;
3. La presse de service public: elle est entretenue par l'Etat et s'efforce de respecter l'intérêt public et les rapports de forces dont l'Etat est lui-même l'expression. Dans les pays où l'Etat se confond largement avec le parti au pouvoir, cette presse se démarque difficilement de la première; et
4. La presse étrangère et internationale: elle est importée sous différentes formes et peut constituer un appoint ou jouer un rôle clé dans l'information du public.

La diversification ne peut se faire sans un minimum de réglementation. Pour cela, une charte de l'information doit être établie là où elle n'existe pas encore. Elle doit être guidée par l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (ONU, 1948) qui proclame le droit à la liberté d'opinion et d'expression par quelque moyen que ce soit, tempéré par la résolution 59 (I) de l'Assemblée générale des Nations-Unies (1946) selon laquelle "... l'obligation de rechercher les faits sans préjugés et de répandre les informations sans intention malveillante constitue l'une des disciplines essentielles de la liberté de l'information."

Toutefois, la question suivante se pose: comment entretenir et vivifier le pluralisme en période de difficultés économiques graves?

En effet, le pluralisme en Afrique n'est pas issu de la prospérité économique mais d'un constat d'échec en la matière: c'est l'échec



économique qui a servi de terreau fertile à la contestation. Or, l'exercice satisfaisant du pluralisme suppose un minimum de moyens matériels, techniques et financiers aussi bien au niveau du public qu'à celui des moyens d'information eux-mêmes. Le danger est donc grand de voir la presse nationale s'étioier ou délaisser les débats d'idées pour se réfugier dans des créneaux financièrement porteurs tels que le divertissement.

C'est ici le lieu de souligner que le pluralisme de l'information dans les pays développés est considéré comme étant en péril: en effet, l'information y est de plus en plus soumise à la loi du marché, comme n'importe quel produit de consommation. En conséquence, de grands groupes transnationaux se constituent et y est privilégié le contenu qui attire le maximum d'audience ou de lectorat. Une telle évolution, si elle gagne le Tiers-monde, aboutira à des conséquences graves: mainmise des capitaux étrangers sur les moyens d'information, disparition de l'information de développement, productions locales encore plus réduites, etc.

Face à une telle perspective, l'existence d'un service public fort est indispensable.

## **L'Avenir du Service Public**

La devise du service public pourrait être: servir le public et non l'asservir.

On retiendra tout d'abord qu'un service public est un organisme mis en place par l'Etat en vue de satisfaire un besoin public, une activité jugée tellement importante pour le groupe social, qu'elle doit être exercée ou contrôlée par une collectivité publique.

Quelles peuvent être les obligations des médias du service public dans le contexte du pluralisme? Le médias peuvent prendre certaines responsabilités, par exemple:

1. Créer les conditions d'un accès généralisé à la réception;
2. permettre l'exercice du droit à la communication qui suppose le droit d'être informé (autrement que par la rumeur et les tracts) et le droit d'informer; s'il est illusoire de penser que tous les citoyens peuvent s'exprimer par les médias s'ils le souhaitent, il est important de faire en sorte qu'aucune catégorie ne soit exclue par des mesures discriminatoires;
3. assurer la circulation des informations nécessaires au développement, au progrès et à l'équilibre social et culturel de la société; stimuler la créativité dans la société et soutenir l'éducation en explorant des voies nouvelles;

4. cesser de fonctionner comme une courroie de transmission verticale pour se placer davantage au cœur du système social, gérer les rapports de forces internes et externes, fonctionner comme un nouvel arbre à palabre;
5. imposer des critères de l'information d'intérêt public: en effet, déjà en 1976, les journalistes ivoiriens avaient demandé aux autorités politiques de condamner fermement:

... les interventions de toutes sortes qui n'ont pour d'autre but réel que de mettre en avant telle ou telle personne, par le biais de compte-rendus de mariages, funérailles, remises de distinctions même, de communiqués divers, toutes mini-informations qui en d'autres presses appréciées pour leur respectabilité, se trouvent à juste titre rassemblées en des rubriques spécialisées, reléguées, modestement et, le plus souvent d'ailleurs, insérées à titre onéreux. (Séminaire du Parti sur la Presse, décembre 1976, p. 6); et

6. protéger les professionnels contre les pressions de toutes sortes.

Pour exercer de manière satisfaisante ces tâches, l'autonomie de gestion est fondamentale. Cela est certes vrai pour les différents organes d'information; cela l'est également pour les agences de presse dont le rôle devient essentiel: il est clair qu'aucun organe ne peut assurer de façon satisfaisante par ses propres moyens la collecte des informations sur l'ensemble d'un territoire. Le recours à une agence de presse crédible est indispensable. Une telle agence doit pouvoir proposer un monitoring de nouvelles pour les chaînes de radio et de télévision, qu'elles soient privées, régionales ou locales.

## **Les Acteurs de la Circulation de l'Information**

Le développement actuel du pluralisme en matière d'information rappelle à maints égards la période coloniale: en effet, au cours de cette période, la presse animée par les Africains était confiée à des militants ayant une bonne plume; aujourd'hui, les militants refont leur apparition dans les médias et dans certains cas, des rédacteurs de tracts se sont reconvertis en rédacteurs tout court.

Plusieurs explications peuvent être avancées:

1. Les professionnels sont-ils en nombre insuffisant ou refusent-ils de tenter l'aventure, loin des ailes rassurantes des organes publics, pour ceux qui sont en exercice?



2. les journalistes ont-ils perdu toute ou partie de leur crédibilité pour n'avoir pas été en première ligne — en tant que corporation — dans la lutte pour le pluralisme contrairement aux avocats, aux enseignants, aux étudiants ou aux syndicalistes?
3. leur discrétion les met-ils plutôt en position favorable pour l'avènement d'un pluralisme de l'information raisonné, non passionnel et plus équilibré?

Il leur appartient en tout cas de négocier le virage pour devenir les acteurs privilégiés de la circulation de l'information dans le contexte pluraliste soit au sein d'un service public rénové, soit au niveau des médias autonomes. L'avenir de la profession le commande. Le journaliste africain n'aura bientôt plus d'arguments pour justifier ce que le public perçoit comme de l'incompétence ou de la compromission: le silence sur certaines catégories d'informations.

Plus que jamais, l'adoption d'un code de déontologie s'impose pour que la profession s'exerce dans la clarté, à l'instar d'autres professions ayant une haute responsabilité sociale.

C'est à cette condition que l'on pourra éviter certaines maladies de l'information qui ont pour nom: surcharge de l'information, chaos informationnel, désinformation, propagande, etc.

## **Le Défi de la Rumeur**

Un vieux paysan senoufo m'a une fois ramassé le mécanisme de la rumeur en un proverbe: "si à ton réveil tu n'entends de nouvelles, tu en inventeras toi-même." L'information est bien pour l'homme le moyen par excellence de réduction de l'incertitude.

Par conséquent, au plan de la circulation de l'information comme sur d'autres plans, la nature a horreur du vide. Ainsi, plus l'information officielle est rare, inexacte, dépassée ou volontairement manipulée, plus les individus se tournent vers l'information alternative, clandestine ou subversive. On peut d'ailleurs dire qu'autant la mauvaise monnaie chasse la bonne (loi de Gresham), autant la mauvaise information chasse la bonne. De ce fait, une source qui abuse de la désinformation finit par perdre toute crédibilité et toute bonne information provenant d'elle fait l'objet d'un rejet en bloc.

L'expérience et la recherche démontrent que la rumeur prospère dans tout système d'information monopoliste et exerce une influence plus grande sur l'opinion. A partir de ce moment, elle peut constituer un danger pour le public car sa source est pratiquement invérifiable et donc assurée de l'impunité.

Les principaux moyens qui, dans une société moderne, permettent de limiter l'influence de la rumeur sont l'éducation par le système scolaire et les mass-médias et cela à la condition qu'ils fonctionnent dans un contexte de liberté.

Le pluralisme représente une chance de marginaliser la rumeur dans la mesure où il élargit le champ de couverture des moyens d'information vérifiables et responsables.

## **Les Pesanteurs Sociologiques**

La circulation de l'information dans le contexte du pluralisme va se heurter à certaines réalités des sociétés africaines et il faut en tenir compte.

Les sociétés traditionnelles africaines savaient manipuler le secret et le silence; il y avait des sujets tabous, des secrets d'initiation, des secrets d'Etat; le non-dit occupait une place importante dans la communication.

Dans les sociétés africaines modernes, l'on observe que le culte du secret demeure, même sur des informations n'ayant aucun caractère stratégique. Dans l'ensemble, les dirigeants sont particulièrement réticents voire malhabiles à livrer à la presse des informations lorsque celle-ci en prend l'initiative. Le journaliste en quête à l'usure. Par contre, il sera courtisé par une personnalité donnée afin de diffuser une déclaration ou d'effectuer un reportage susceptibles d'accroître ou de rétablir le prestige de celle-ci.

Par ailleurs, l'opposition est perçue comme inimitié, rejet de la personne à laquelle l'on s'oppose et de la communauté qu'elle représente. La critique des idées de quelqu'un est souvent perçue par celui-ci comme une remise en cause de son être dans sa totalité.

Dans de telles conditions, il faut s'attendre à des résistances à la circulation de l'information.

Enfin, l'attitude des forces politiques sera déterminante: (i) les forces au pouvoir peuvent accepter le pluralisme à condition qu'il ne remette pas en cause l'ordre établi, en tout cas pas trop rapidement; (ii) les forces opposition peuvent faire preuve d'intransigeance et d'impatience en voulant un pluralisme qui leur assure dans les plus brefs délais l'accession au pouvoir. L'information peut alors avoir pour seul objectif de marquer des points sur l'adversaire.

## **La Circulation de l'Information au Plan International**

L'on s'accorde à dire que les pays du Sud voient les événements se déroulant dans le monde avec les yeux des pays du Nord. Les causes



de cette situation sont connues; les solutions possibles sont également connues à défaut d'être appliquées.

L'on ne peut s'empêcher de regretter à nouveau que les pays du Sud soient si démunis face à la désinformation dans la mesure où ils n'ont pratiquement aucun moyen de vérifier les informations internationales qu'ils reçoivent. On peut également regretter que les événements se déroulant chez eux soient portés à la connaissance du monde par d'autres regards. C'est ainsi que dans le cadre d'une étude sur la couverture de la sécheresse en Afrique en 1984, une analyse des dépêches de Associated Press, United Press International et Reuter a révélé que 44,3% de celles-ci portaient sur le sort de ressortissants occidentaux membres d'organisations humanitaires enlevés par des guerilleros éthiopiens; les nouvelles sur les conséquences de la sécheresse elle-même s'étaient quasiment asséchées (Yao et Kone, 1985).

Fermer le rideau n'est pas une solution. Par contre, il me paraît tout à fait possible de donner plus de crédibilité aux agences africaines de collecte de l'information dans un contexte qui favorise la liberté de communication et le professionnalisme.

## Conclusion

Pour conclure, je dirai que la presse africaine se trouve dans une position beaucoup plus favorable que dans le passé pour jouer un rôle d'arbre à palabre dans la société et pour nouer avec la presse internationale des relations de maturité.

La société lui sera redevable si elle réussit à fortifier le pluralisme en donnant elle-même l'exemple et en vulgarisant une culture de la démocratie au niveau de toutes les composantes de la société. Elle contribuera ainsi à désamorcer les risques d'explosion sociale due au manque de communication entre les différentes fractions de la société.

## Références

- Balle, F. (1988). *Médias et Sociétés*, Paris: Ed. Montchrestien, (4e édition).  
Noelle-Neumann, E., (1974). 'Spiral of Silence: a Theory of Public Opinion'.  
*Journal of Communication*, Vol. 24, pp. 43-51.  
'Séminaire du Parti sur la Presse. Rapport de Synthèse,' Yamoussoukro, La Côte d'Ivoire, décembre 1986.  
Yao, F. et Kone, H. (1985). 'The African Drought Reported by Six West African Newspapers.' *Final Proceedings of the International Symposium on Drought and Desertification*. Washington D.C., octobre, pp. 102-135.